



Convention relative aux
droits de l'enfant

Distr.
GENERALE

CRC/C/SR.412
14 octobre 1997

Original : FRANCAIS

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT

Seizième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 412ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 1er octobre 1997, à 10 heures

Présidente : Mlle MASON

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES (suite)

- Rapport initial de la République tchèque (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES (point 4 de l'ordre du jour) (suite)

Rapport initial de la République tchèque [(CRC/C/11/Add.11); document de base (HRI/CORE/1/Add.71); liste des points à traiter (CRC/C/Q/CZE/1); réponses écrites du Gouvernement tchèque aux questions posées dans la liste des points à traiter (document sans cote distribué en séance)] (suite)

1. Sur l'invitation de la Présidente, la délégation tchèque reprend place à la table du Comité.
2. La PRESIDENTE invite la délégation tchèque à répondre aux questions qui lui ont été posées à la précédente séance.
3. M. SOMOL (République tchèque) donne certaines informations chiffrées sur les dépenses de l'Etat dans différents domaines sociaux. En 1996, les crédits affectés à l'aide aux familles se sont élevés à 32 milliards de couronnes, soit 6 % du produit intérieur brut. Même en tenant compte de l'inflation, ces crédits sont en augmentation depuis plusieurs années. Le montant total des crédits consacrés à l'éducation est aussi en augmentation constante; en 1996, il a atteint 71,8 milliards de couronnes, par rapport à 22,2 milliards en 1989. En outre, il ressort des statistiques publiées par l'OCDE, organisation dont la République tchèque a la fierté d'être membre depuis peu, qu'en 1995 les dépenses allouées à l'éducation représentaient 5,9 % du PIB du pays, ce qui est plus que ce que dépensent au moins dix autres pays de l'OCDE pour l'éducation.
4. M. BISKUP (République tchèque) indique que le système de santé a été profondément modifié en 1993 et que son financement provient désormais de diverses sources. Les dépenses allouées par l'Etat sont prévues dans deux chapitres du budget, l'un concernant le Ministère de la santé et l'autre les établissements de soins placés sous le contrôle des collectivités locales. Les autres dépenses sont couvertes par les sociétés d'assurances médicales et les contributions des particuliers. En outre, le montant total des dépenses consacrées à la santé s'est élevé en 1995 à 92 millions de couronnes, ce qui a représenté une augmentation de 14 % par rapport au montant de 1994. Enfin, en 1994, le budget de la santé représentait 7,8 % du PIB.
5. M. KOLOSOV constate avec satisfaction que, dans les domaines évoqués, les crédits représentent une part croissante du PIB. Il aimerait cependant savoir quelles parts des ressources sont effectivement affectées aux enfants.
6. M. BISKUP (République tchèque) dit que les dépenses de santé pour le groupe d'âge de 0 à 18 ans ont augmenté : en partant d'une base 100 en 1994, leur niveau atteint désormais 117. Les tableaux de statistiques et les graphiques existant dans ce domaine sont à la disposition du Comité.
7. Mme Vera JERABKOVA (République tchèque) indique, à propos des relations entre les organisations non gouvernementales et l'Etat, que, depuis 1990, le Ministère tchèque de l'intérieur a enregistré plus de 500 associations civiques ou caritatives, dont certaines travaillent en étroite collaboration

avec les ministères et bon nombre reçoivent des subventions publiques sans que l'Etat exerce un quelconque contrôle sur leurs activités. Ainsi, en 1997, 24 projets ont été lancés par des ONG ou associations, dont certains sont subventionnés par l'Etat. Par ailleurs, les ONG et associations participent activement aux débats politiques nationaux dans les domaines qui les intéressent. C'est ainsi, par exemple, que depuis le mois de juillet 1997, le Sénat a engagé un débat sur les moyens législatifs de limiter la violence dans les médias, débat auquel les associations et les ONG ont participé. Une liste des ONG et associations engagées dans l'action en faveur des enfants est à la disposition du Comité. Il y a lieu de souligner en outre que la plupart de ces associations n'ont pas nécessairement leur siège à Prague, et que certaines sont même installées dans de petits villages. On peut donc dire que la défense des droits des enfants est également assurée à la base.

8. Pour ce qui est de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet de Stockholm, la République tchèque n'a pas encore élaboré de plan national d'action, mais elle met en oeuvre différents programmes concrets sous l'égide des ministères compétents. Par exemple, un programme de lutte contre la criminalité parmi les enfants et les jeunes est actuellement en cours et un comité national composé de représentants de différents ministères et organismes gouvernementaux a établi une stratégie de lutte contre la criminalité jusqu'à l'an 2000. Ces activités vont ainsi dans le sens des recommandations du Sommet de Stockholm.

9. Mme Eva JERABKOVA (République tchèque) ajoute que l'une des priorités de la stratégie de lutte contre la criminalité est la prévention de la délinquance juvénile. A cet égard, par un travail concerté avec les représentants des collectivités locales et les associations, l'action de prévention est autant que possible adaptée aux besoins et à la situation dans chaque ville, les principaux problèmes se posant surtout en milieu urbain, et les efforts portent aussi sur les régions à risque, telles celles qui connaissent un fort taux de chômage. Parmi les divers programmes mis en oeuvre dans les villes, certains sont destinés à prévenir les conflits interethniques. L'un des projets consiste notamment à apporter une aide aux jeunes Roms en matière de formation et d'activités de loisir. On compte aujourd'hui 35 projets de prévention, qui sont subventionnés par le budget national, par rapport à neuf en 1996. La plupart sont, dans la pratique, mis en place par des associations et des organisations caritatives, ainsi que par les services d'aide sociale.

10. M. SOMOL (République tchèque) dit, en ce qui concerne le suivi du Sommet de Stockholm, qu'effectivement la République tchèque n'a pas établi de document ou de programme unique sous la forme d'un plan national d'action, mais, qu'à son avis, si la forme a son importance, le contenu et l'ampleur des mesures prises dans le prolongement du Sommet sont primordiaux. Ainsi, même sans structures ou plans particuliers, les ministères tchèques travaillent ensemble en étroite collaboration. A cet égard, l'idée de créer un ministère chargé de l'enfance, et donc de retirer tout ce qui concerne les enfants des ministères de l'éducation, de la santé, du travail, etc., serait difficile à traduire dans la réalité et n'est pas forcément souhaitable.

11. Mme SARDEMBERG pense que, même si la relation entre le Gouvernement et les associations est très satisfaisante, il est important d'officialiser et de formaliser cette relation, afin de mettre en évidence le fait que les membres de la société civile ont un moyen de participer aux affaires publiques et sont consultés et écoutés par le Gouvernement. En ce qui concerne l'idée d'un organisme ou d'un ministère unique sur les questions liées à l'enfance, elle pense avoir été mal comprise. Une telle institution n'est nullement indispensable. Ce qui compte, c'est que l'administration ait une approche globale de la situation des enfants et travaille en s'appuyant sur des mécanismes de coordination, des réunions interministérielles ou autres. Néanmoins, un plan national d'action est un outil très utile pour éviter les doubles emplois et les chevauchements entre ministères ou entre les différents niveaux de l'administration, et pour dégager les objectifs généraux que le Gouvernement se fixe dans le domaine de la protection de l'enfance et c'est pourquoi Mme Sardemberg insiste pour que la République tchèque élabore un plan national d'action et organise des campagnes de sensibilisation sur les droits des enfants.

12. M. SOMOL indique, en relation avec l'article 42 de la Convention, que les autorités tchèques prennent des mesures et conçoivent des programmes destinés à mieux faire connaître les principes de la Convention aux professionnels de la santé, de l'éducation et de la justice, et aux citoyens dans leur ensemble. Après la séance, la délégation tchèque présentera au Comité une cassette vidéo sur la formation qui est dispensée aux policiers pouvant être en contact avec des enfants victimes de violences ou de sévices sexuels.

13. M. CINK (République tchèque) indique que le système éducatif a été profondément modifié depuis 1989 et qu'il se caractérise désormais par une décentralisation des instances de décision, la dépolitisation des établissements scolaires, un nouveau mode de financement, l'autonomie des établissements scolaires en ce qui concerne l'utilisation des fonds et le recrutement des enseignants et une relative indépendance dans le domaine de la pédagogie. Le Ministère de l'éducation fixe les grandes orientations, qui se situent à trois niveaux : les normes éducatives (concernant les objectifs généraux à atteindre et la scolarité obligatoire), le contenu éducatif (qui donne forme aux objectifs généraux et fixe la structure des trois filières que peuvent choisir les élèves dans l'enseignement de base) et les programmes scolaires (qui est le niveau le plus concret). A tous les niveaux, les autorités ont le souci de donner aux élèves une formation civique, inspirée des principes des droits de l'homme et, entre autres, des principes énoncés dans la Convention.

14. M. Cink ajoute que le Ministère de l'éducation a donné des instructions recommandant aux enseignants d'exploiter les possibilités offertes dans le cadre des diverses matières enseignées pour contribuer à l'éducation aux droits de l'homme et qu'il soutient les enseignants dans ce domaine grâce à un système efficace de formation en cours d'emploi, permettant aux enseignants de se familiariser avec les nouvelles méthodes d'enseignement.

15. M. SOMOL (République tchèque) dit que le Ministère de l'éducation et le Gouvernement tchèque s'efforcent de consacrer le maximum de ressources financières et humaines à l'éducation, ainsi qu'à la protection et à la

promotion de l'enfant et de donner ainsi effet aux principes énoncés dans la Convention. Néanmoins, la coopération entre les différents départements ministériels n'est pas toujours suffisante et c'est pourquoi un nouveau débat sera consacré sous peu aux moyens d'intensifier cette coopération dans les domaines les plus importants.

16. En ce qui concerne les statistiques, les différents ministères recueillent régulièrement des données et les analysent afin de suivre l'évolution de la situation dans le pays dans leurs domaines de compétence respectifs. Par ailleurs, le Bureau national de statistique recueille des données générales qui permettent des analyses plus approfondies. Ainsi, par exemple, le Ministère des affaires étrangères peut se procurer les données qui lui sont nécessaires pour l'établissement de rapports à l'intention d'organes tels que le Comité. Enfin, à propos de l'action visant à faire connaître la Convention dans l'ensemble du pays, M. Somol indique que les autorités locales assument cette responsabilité, en particulier par l'entremise des bureaux d'éducation en place dans les districts et que les médias jouent également un rôle très important, en particulier les chaînes de télévision d'Etat, qui permettent d'atteindre toutes les familles même dans les villages les plus reculés.

17. M. ZEMAN (République tchèque) indique que chaque district du pays dispose d'un service spécialisé dans les affaires en rapport avec les enfants. Au niveau national, la Direction de la police criminelle est chargée de lutter contre la délinquance juvénile, les infractions à l'égard des enfants et des jeunes, la prostitution et les infractions liées à la drogue. Des policiers spécialisés dans ces questions sont en poste dans les départements régionaux de police.

18. La délinquance juvénile n'est pas un phénomène nouveau en République tchèque, mais la politique suivie ces dernières années a sans doute été trop libérale et les statistiques font apparaître une augmentation sensible de la délinquance en général et de la délinquance juvénile en particulier. C'est pourquoi, en vertu d'un décret du Gouvernement, des spécialistes des affaires criminelles ont été réaffectés dans les départements régionaux qui n'en étaient plus dotés. En outre, l'instruction 4/95 émise à l'intention des policiers chargés de s'occuper des jeunes délinquants s'étant révélée insuffisante, une nouvelle directive (9/96) a été formulée en coopération avec le Ministère du travail et des affaires sociales, la Convention relative aux droits de l'enfant étant explicitement mentionnée dans ce texte. En vertu de cette directive, l'administration de la police est tenue de dispenser tous les ans une formation spéciale aux policiers des départements régionaux et les administrations régionales doivent dispenser une formation aux policiers de district deux fois par an. Dans le cadre de cette formation, différents thèmes sont abordés en coopération avec le personnel des organismes chargés de l'application des lois et des ministères intéressés. En outre, des représentants d'ONG, des travailleurs sociaux et des magistrats sont également invités à contribuer à cette formation.

19. En se fondant sur l'idée d'un pédiatre californien, exposée lors d'une conférence tenue en 1993 sur les enfants victimes de mauvais traitements, la police de Moravie méridionale a utilisé à titre expérimental des poupées - un garçon et une fille, tous les deux pourvus d'organes sexuels - destinées à

faciliter les témoignages de jeunes enfants victimes d'abus ou d'atteintes sexuelles et ayant un problème de communication. L'expérience ayant rencontré un accueil très favorable des juges, enquêteurs et travailleurs sociaux, elle a été généralisée. Une instruction concernant la manière d'utiliser ces poupées a été diffusée et une cassette vidéo destinée à former les policiers s'occupant de ce genre d'affaires a été réalisée.

20. Mme Eva JERABKOVA (République tchèque) souligne que, dans les procédures pénales impliquant des enfants, la police pour mineurs applique strictement les dispositions de l'article 102 du Code de procédure pénale selon lequel, lors de l'audition de témoins de moins de 15 ans concernant des affaires dont le souvenir pourrait avoir des incidences défavorables sur leur développement mental ou moral, les enquêteurs doivent formuler leurs questions avec le plus grand soin de manière à éviter une nouvelle audition à un stade ultérieur de la procédure, sauf en cas d'extrême urgence.

21. La PRESIDENTE invite les membres du Comité à formuler leurs observations et à poser leurs questions concernant la définition de l'enfant, les principes généraux et les droits et libertés civils.

22. Mme PALME souligne, au sujet de la coopération avec les ONG, qu'il est très important de définir des règles précises pour ces relations, de même que pour la coordination entre les différentes administrations. Elle aimerait savoir par ailleurs si le Gouvernement tchèque a envisagé de mettre en place une institution indépendante, telle qu'un médiateur pour l'enfance, afin de compléter le dispositif en place.

23. Mme OUEDRAOGO souhaite avoir des précisions sur les différentes limites d'âge. Ainsi, l'âge du consentement sexuel étant fixé à 15 ans et la fin de la scolarité obligatoire à 16 ans, elle se demande si une mère ou un père de moins de 16 ans ont la possibilité de terminer normalement leur scolarité. En outre, l'avortement pouvant être pratiqué sans l'autorisation des parents à partir de l'âge de 16 ans, elle voudrait savoir ce qu'il advient dans le cas d'une jeune fille de moins de 16 ans qui ne souhaite ni poursuivre sa grossesse ni informer ses parents de son état. Elle constate aussi qu'un enfant peut passer une visite médicale sans le consentement de ses parents dès l'âge de 14 ans, mais comme il n'est couvert par la sécurité sociale qu'à partir de 16 ans, il semble qu'il ne soit pas totalement libre à cet égard. Par ailleurs, l'âge minimum pour être employé étant de 14-15 ans et la fin de la scolarité obligatoire étant fixée à 16 ans, elle demande si un enfant qui trouve un emploi alors qu'il a 14-15 ans peut abandonner l'école primaire pour travailler, auquel cas il n'aura pas accompli les neuf années de scolarité obligatoire. Elle demande aussi dans quel cas un tribunal autorise le mariage de mineurs âgés de 16 à 18 ans alors que l'âge minimum légal du mariage est de 18 ans. Enfin, elle demande s'il n'y aurait pas lieu d'harmoniser toutes ces limites d'âge.

24. S'agissant de la non-discrimination, il semblerait que dans la pratique les Roms soient en butte à la discrimination dans des domaines comme l'éducation, le logement et l'emploi. Mme Ouedraogo souhaiterait savoir quelles dispositions le Gouvernement a prises à la fois pour faire respecter les lois en vigueur et pour changer le comportement de la population vis-à-vis des Roms.

25. Rappelant que la disposition de la loi tchèque sur la citoyenneté selon laquelle les personnes ne pouvant pas obtenir la citoyenneté se voient octroyer le statut de résident permanent sans droit de voter ou d'entrer dans le Gouvernement, l'armée ou la police judiciaire a été critiquée comme incompatible avec l'article 11.2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Mme Ouedraogo aimerait savoir si cette disposition a été révisée et avoir des détails à ce sujet. Elle demande en outre quelle suite a été donnée à la recommandation du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants selon laquelle les lois nationales devraient être révisées en vue d'éliminer toute possibilité que des enfants appartenant à des groupes minoritaires soient privés de leur citoyenneté et donc de la protection de la loi.

26. Mme KARP souhaite, elle aussi, obtenir des précisions sur l'éventuelle création d'un poste de médiateur pour les droits de l'enfant. Elle fait par ailleurs observer qu'un organe de "coordination nationale" doit s'entendre non pas d'un bureau spécifique chargé de la mise en oeuvre de la Convention sur le terrain, mais plutôt d'un mécanisme de surveillance situé au-dessus de tous les agents d'exécution. Elle insiste en outre sur l'importance de l'enseignement par le biais du dialogue dans le cadre d'une éducation conçue de manière globale. Par ailleurs, elle déplore que le document de base formant partie des rapports des Etats parties (HRI/CORE/1/Add.71) ne contienne aucune statistique sur les enfants âgés de plus de 14 ans et se demande si cette lacune tient éventuellement à l'insuffisance du mécanisme de collecte des données.

27. A propos de la question des principes généraux, Mme Karp demande à la délégation tchèque de bien vouloir donner des exemples de décisions prises par les tribunaux qui tiennent réellement compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Il serait également utile de savoir si les opinions des enfants sont prises en compte dans les écoles. Enfin, Mme Karp demande si les enfants ont la possibilité de se faire représenter en justice.

28. M. RABAH souhaite avoir de plus amples informations sur le rôle de la police, notamment, en matière de protection des enfants. Des mesures préventives sont-elles prises à l'égard des enfants des rues ? M. Rabah déplore en outre que les châtiments corporels soient encore largement utilisés dans le pays, car un enfant maltraité a beaucoup de chances de devenir délinquant à l'âge adulte. Il demande enfin si les jeunes délinquants sont séparés des délinquants adultes et si les enfants bénéficient d'un traitement spécial en détention.

29. Mme PALME demande de plus amples renseignements sur les différents groupes minoritaires qui vivent sur le territoire de la République tchèque. Il serait utile par exemple de savoir si les enfants roms ont accès aux écoles au même titre que tous les autres enfants.

30. Mme SARDENBERG se dit très préoccupée par la situation des enfants roms parmi lesquels le taux de mortalité est apparemment deux fois supérieur à celui de la moyenne nationale. De façon générale, elle souhaite mieux connaître les conditions de vie de ces enfants. Sont-ils tenus à l'écart ou des mesures sont-elles prises pour les intégrer dans la société ? Par ailleurs, Mme Sardenberg note avec satisfaction que les directives élaborées

à l'intention des membres de la police tiennent compte de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle demande aussi des éclaircissements sur la notion d'extrémisme qui a été évoquée plusieurs fois dans les interventions de la délégation.

31. M. SOMOL (République tchèque) dit qu'il existe malheureusement très peu de données sur la minorité rom car les organisations roms elles-mêmes ont demandé, dans le cadre de débats au sein du Gouvernement et du Parlement, qu'il soit mis fin à cette pratique de collecte de données qu'elles jugent discriminatoire à leur encontre. Les données disponibles (notamment sur l'emploi et le chômage des Roms) sont donc très approximatives puisqu'elles émanent d'ONG et non, par exemple, du Ministère de l'intérieur. A propos de la création d'un poste de médiateur pour les droits de l'enfant, M. Somol dit que cette question est actuellement vivement débattue dans le pays, mais qu'aucun consensus ne s'est dégagé à ce jour, même s'il n'est pas exclu que la situation change à l'avenir. Les avis sont partagés sur la question mais, à l'heure actuelle, le système de contrôle en place fonctionne de manière satisfaisante dans le pays.

32. En ce qui concerne les ONG, M. Somol indique qu'elles sont de plus en plus nombreuses et que leurs activités ne cessent de prendre de l'importance. La coopération entre les ONG et les ministères se développe également de manière constante et il n'est pas impossible qu'elle s'institutionnalise dans les années à venir.

33. M. CINK (République tchèque) précise que la scolarité est obligatoire de l'âge de six ans à l'âge de 15 ans, soit neuf années au total. Aucune restriction n'est imposée à l'égard des jeunes filles qui tombent enceintes pendant le deuxième cycle du secondaire (de 15 à 19 ans) et qui souhaitent poursuivre leurs études, pas plus qu'à l'égard des enfants qui n'ont pas achevé leur scolarité obligatoire après 16 ans, en particulier ceux qui sont entrés à l'école primaire à sept ans.

34. Répondant aux questions relatives à la législation pénale, M. SOVAK (République tchèque) rappelle que la responsabilité pénale partielle commence à l'âge de 15 ans et qu'elle devient entière à l'âge de 18 ans. Dans le domaine de la protection contre les sévices sexuels, l'article 217 du Code pénal réprime les actes portant atteinte à la moralité des mineurs de moins de 18 ans, et l'article 242 du même Code pénal punit les personnes qui ont des relations sexuelles avec des enfants de moins de 15 ans. A cet égard, une commission de requalification des infractions a été chargée d'améliorer la législation dans ce domaine.

35. M. HOLUB (République tchèque) dit que l'âge de la majorité civile est fixé à 18 ans, mais que la législation tchèque ne prévoit toutefois pas d'âge minimum pour la conclusion d'actes juridiques officiels et qu'il est tenu compte à cet égard du niveau de développement de l'enfant. En outre, l'âge nubile, fixé à 18 ans, peut être ramené à 16 ans sur la base d'une décision judiciaire et, dans la majorité des cas, cette mesure est prise en faveur de jeunes filles qui sont enceintes. Par ailleurs, la responsabilité paternelle échoit à l'âge de la majorité. La nouvelle loi sur la famille, qui est en cours d'élaboration, précisera un certain nombre de points dans ce domaine concernant notamment le droit de donner son nom à son enfant, l'âge du

consentement pour l'adoption, ou encore l'âge de la reconnaissance de paternité. Enfin, le Code du travail autorise l'embauche de jeunes de 15 ans révolus, à la condition qu'ils aient achevé leur scolarité obligatoire.

36. M. SOMOL (République tchèque), répondant à la question de Mme Ouedraogo sur l'harmonisation des âges limites fixés dans la législation, dit que, de son point de vue, cet objectif serait très difficile à atteindre.

37. M. BISKUP (République tchèque), apportant des précisions sur la protection de la santé des enfants, indique qu'à la fin de l'année 1996 on comptait 2 243 pédiatres exerçant en République tchèque, soit un pour 1 200 enfants et adolescents, et que 97 % de ces pédiatres travaillent dans le secteur des soins de santé primaires. Il ajoute que la République tchèque enregistre de très bons résultats dans des domaines aussi divers que les soins préventifs pour les adolescents, les consultations à domicile, la lutte contre les maladies chroniques et les soins aux enfants handicapés. En ce qui concerne la coopération avec la famille, il fait valoir que les responsables de la santé sont très attachés à la notion d'hôpitaux amis des bébés. Lorsqu'un enfant de moins de 10 ans est hospitalisé, toute sa famille peut venir le voir et sa mère est autorisée à rester avec lui en permanence. Par ailleurs, chaque femme reçoit à la maternité un carnet de santé et de vaccination que l'enfant conserve jusqu'à sa majorité.

38. A propos de la situation des 200 000 Roms qui vivent en République tchèque, Mme Vera JERABKOVA (République tchèque) assure les membres du Comité que le Gouvernement de son pays accorde la plus haute priorité à cette question. Le Comité des nationalités vient d'ailleurs de remettre un premier rapport qui énumère les mesures à prendre dans ce domaine. Ce document préconise notamment la création d'un organisme gouvernemental chargé des questions intéressant la communauté rom qui, placé sous l'autorité du Premier Ministre et constitué de représentants d'une dizaine de ministères, serait doté d'un budget indépendant et de vastes compétences dans des domaines variés.

39. M. CINK (République tchèque) apporte quelques éclaircissements sur la situation de la communauté rom dans le système éducatif. Il rappelle tout d'abord que la Constitution de la République tchèque consacre le droit de tous les enfants, sans aucune distinction, à une éducation gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans et que les dispositions législatives garantissant l'égalité d'accès à l'enseignement et le libre choix de l'établissement scolaire s'appliquent sans aucune restriction aux enfants roms. Toutefois, il est vrai que 80 % des enfants appartenant à cette minorité quittent l'école avant la fin de la scolarité obligatoire, que 3 % seulement d'entre eux achèvent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et qu'il n'y en a guère que 1 % qui obtiennent un diplôme universitaire. Depuis trois ans, des études ont été entreprises pour tenter d'analyser les raisons de ce phénomène et de trouver des solutions. En ce qui concerne le faible taux de scolarisation, celui-ci tient vraisemblablement à deux facteurs, le premier étant lié à un obstacle linguistique (la langue parlée par les Roms, mélange de dialectes allemand, yiddish, hongrois et tchèque, n'est pas codifiée) et le second à l'influence négative du milieu familial qui accorde souvent moins de crédit à l'éducation qu'à la réussite sur le plan économique. Pour tenter de remédier à ce problème, le Ministère de l'éducation a créé des classes préparatoires, également appelées classes de niveau zéro, pour préparer les enfants de 5, 6 ou 7 ans venant de familles défavorisées à l'entrée dans le système éducatif.

Il s'efforce par ailleurs de convaincre les organisations représentatives de la communauté rom d'assumer leur part de responsabilité dans l'éducation des enfants. A cet effet, il a publié un guide qui décrit de manière simple les mesures à prendre pour préparer les enfants à l'école, suivre leurs progrès scolaires et faciliter leur apprentissage. En ce qui concerne le taux élevé d'échec scolaire enregistré parmi les enfants roms, celui-ci tient peut-être au fait que le niveau de l'enseignement en République tchèque est relativement élevé. Le Ministère de l'éducation a donc créé des filières de substitution pour les enfants qui quittent l'enseignement général après sept ou huit ans d'études, afin de leur permettre de s'inscrire dans des établissements de formation professionnelle et d'apprentissage et de recevoir ainsi une éducation élémentaire complète. Là encore, la participation de la communauté rom elle-même est indispensable.

40. M. FUCHS (République tchèque) précise, à propos de la situation des Roms sur le marché du travail, que la loi de 1991 sur l'emploi interdit dans son préambule toute discrimination en la matière. Si des cas de discrimination se produisent, ils ne sont donc pas le fait de l'Etat, mais sans doute des employeurs. Toute personne s'estimant victime de pratiques discriminatoires peut s'adresser au Bureau du travail ou intenter une action en justice. Cela étant, M. Fuchs n'a pas connaissance de tels cas. Pour lui, la précarité professionnelle des Roms est surtout liée à leur manque de qualifications. Ainsi, 95 % d'entre eux ne peuvent prétendre qu'à des emplois non qualifiés ou peu qualifiés, lesquels ne représentent que 6 % des offres d'emploi. En outre, 10 % des Roms qui se trouvent sur le marché du travail ont entre 15 et 18 ans, ce qui est 10 fois plus que la moyenne nationale et cette situation est encore exacerbée dans les régions qui, du fait de la restructuration économique, enregistrent des taux de chômage très élevés. Il est regrettable à cet égard que la situation défavorisée des Roms sur les plans de la santé, de la langue ou des facultés d'adaptation sociale en général restreigne encore leurs possibilités d'insertion professionnelle. Néanmoins, pour remédier à cette situation, le Gouvernement applique depuis 1991 une politique active en faveur de l'emploi des personnes peu qualifiées, mais non des Roms en tant que tels, étant donné que cette mesure serait perçue comme une pratique discriminatoire. L'Etat finance notamment des programmes d'aide à l'embauche et de recyclage. Toutefois, ces mesures ne sont efficaces qu'à environ 60 %. En effet, beaucoup de personnes ayant suivi un stage de reconversion quittent rapidement leur nouvel emploi si elles estiment que leur rémunération n'a pas suffisamment augmenté. Face à cette situation, le Ministère du travail a entrepris d'élaborer, en collaboration avec de nombreuses institutions et organisations de défense des droits des Roms, un document de politique générale sur le chômage de longue durée, qui définira des priorités et des plans d'action visant à augmenter le niveau de qualification des populations défavorisées et à faciliter leur insertion dans la vie professionnelle. La mise en oeuvre de ces recommandations passera toutefois par un changement d'attitude aussi bien de la part des employeurs que de celle des salariés.

La séance est levée à 13 h 5.
